

ASSISES NATIONALES

DES

ÉLUS ET DES REPRÉSENTANTS DES

COMITES UNEF POUR SON RENOUVEAU

PARIS 30 MARS 1969

Rapport présenté par
Benoit MONIER

Nos Assises Nationales des Elus et des Représentants des Comités " UNEF pour son renouveau" s'ouvrent avec plus de 1 000 représentants. Nous sommes les délégués des 700 Comités UNEF pour son Renouveau, de plus de 1 200 élus sur les listes D.I.E.U.D présentées par ces Comités.

En moins d'un trimestre, nous avons acquis une représentativité incontestable, concrétisée par le soutien de plus de 100 000 étudiants lors de la bataille des élections universitaires.

Elles dresseront un riche bilan des actions entreprises ces dernières semaines et plus particulièrement pour sa préparation. Elles seront l'occasion d'une large discussion, d'un fructueux échange d'expériences. En un mot elles seront une nouvelle et importante étape de lutte contre la politique du pouvoir, pour la défense des intérêts des étudiants et une Université démocratique, pour le renouveau de l'UNEF.

Aujourd'hui ce succès de nos Assises permettra à notre Tendance de faire un nouveau pas en avant.

* * *
* *
*

La présence dans cette salle de plus de 1.000 délégués est une nouvelle preuve de la force et de la vigueur de notre tendance; que l'on songe au fiasco quasi total des Assises Nationales des élus modérés qui n'ont pas même rassemblé 200 personnes à NICE, malgré la publicité que leur avait assurée la radio et la télévision d'Etat, et le soutien du pouvoir.

La force et la vigueur de notre Tendance UNEF pour son renouveau tiennent bien sûr à la somme de travail fourni par les milliers de militants qui sont rassemblés dans les Comités. Mais plus profondément elles s'expliquent par l'écho que rencontrent nos initiatives dans la grande masse des étudiants.

Notre succès exprime la volonté profonde de la grande majorité des étudiants de poursuivre le combat engagé en Mai-Juin en s'appuyant sur tout ce qu'ils ont déjà obtenu par leurs luttes. La volonté de poursuivre indissociablement le combat sur tous les fronts, pour la défense des revendications, contre la politique universitaire du pouvoir inséparable de sa politique générale.

les étudiants y firent preuve d'une grande combativité, exprimant force le profond mécontentement qui n'avait cessé de grandir avec les réformes Fouchet et révélant par là même un authentique mécontentement démocratique.

Pour la première fois depuis des années, les étudiants ont effectivement entré dans l'action et il s'agit bien d'une lutte contre le pouvoir et non, comme le prétend M. de Gaulle, d'une tentative de résoudre les problèmes psychologiques de la jeunesse à un conflit entre les générations.

Cette combativité témoignait de la prise de conscience par un grand nombre d'étudiants de leur véritable place et de leur rôle dans la société actuelle. C'en est bien fini pour la majorité des étudiants de la conscience d'appartenir à une élite destinée aux postes de commandement. Certes dans la société actuelle où l'unicité est fondée sur la ségrégation sociale, les étudiants restent privilégiés par rapport à ceux qui n'ont même pas la possibilité de commencer des études. Par ailleurs, l'Université continue à former les cadres dirigeants de l'économie et de l'état. Il n'en va pas moins que dans leur milieu les étudiants sont victimes de la politique du pouvoir, c'est à dire de la politique de sociétés monopolistes.

Le pouvoir leur refuse les moyens matériels de poursuivre leurs études dans des conditions satisfaisantes. Il suffit de rappeler que quatre étudiants sur dix travaillent pour financer leurs études et que moins d'un étudiant sur trois arrive à la fin des études entreprises, il n'y a pas de véritable formation professionnelle.

Dans les facultés, alors même que l'assujettissement étroit aux besoins des monopoles dans les IUT et les écoles rend extrêmement inquiétant le problème des débouchés et plus généralement de l'emploi. Enfin la plupart des étudiants sont des salariés de plus en plus fortement exploités comme l'ensemble des travailleurs.

C'est dire que les luttes menées en Mai dernier à l'Université manifestaient une profonde volonté de changement et de conscience que ces changements ne seront réalisables que par l'action de masse des étudiants et de celui de l'ensemble des travailleurs.

.
. . .
.

Après les luttes menées précédemment de Mai-Juin, on était en droit d'attendre beaucoup de la rentrée 68-69, l'entrée dans les luttes de larges couches d'étudiants qui jusqu'alors étaient restés à l'écart, les anciens nouveaux dont certains combattaient les

aujourd'hui plus clair que l'abandon d'un des aspects de
nous ferait sombrer soit dans le corporatisme, soit
verbiage contestataire impuissant.

succès exprime également la volonté grandissante chez les
de voir se renforcer et se rénover leur organisation
le : l'U.N.E.F. Ce n'est pas un des moindres acquis de mai-
la prise de conscience chez un grand nombre d'étudiants
nécessité d'un syndicat qui organise réellement les luttes
ties. Il est maintenant évident pour la plupart que ce qui
ont manqué et manque au mouvement étudiant, c'est un syndicat
représentatif, capable d'organiser et d'unifier les luttes
en des formes d'action, comme au niveau des revendications.

organisation syndicale c'est l'U.N.E.F., riche des meilleures
dans des luttes étudiantes et qui, malgré le discrédit de ses
ants actuels, jouit d'une large audience à l'Université.

Je tiens à dire, dès le début de ce rapport que les militants
Unis pour ces Assemblées Nationales n'ont d'autre volonté que
collaborer avec tous ceux qui le désirent pour rénover notre
ation syndicale, l'U.N.E.F., pour qu'elle redevienne un grand
et revendicatif et démocratique. C'est là en effet la condition
essentielle pour aller vers de nouveaux succès.

AVANCE : BILAN ET PERSPECTIVES

iers temps, certains observateurs ne sont interrogés sur les
de notre succès et sur nos perspectives.

naissances sont pourtant évidentes. Il n'est qu'à revenir quelques
rière, sur les conditions dans lesquelles nous avons été
constituer notre tendance et les objectifs que dès le
cues nous sommes assignés. Cela me permettra en premier point
pport, de dresser un rapide bilan de l'activité de notre
et de tracer à grands traits ses perspectives. Chacun se
des grandes luttes qui marquèrent le printemps dernier,
Université que dans tout le pays.

les nouvelles pour poursuivre le combat, la claire démonstration "la lutte paie" autant de faits mobilisateurs, réels, qui ont créé les conditions d'une large et intense activité syndicale.

L'U.N.E.F. avait vocation à mener ce combat, à continuer les luttes de mai et juin. C'était pour elle le moyen de se renforcer par un afflux de nouvelles adhésions et d'affirmer ainsi sa représentativité. Pour la première fois depuis quelques années il était possible de sortir l'UNEF du marais où elle s'était enlisée, les discussions internes totalement coupées de la réalité, qu'aggravaient les manoeuvres d'une poignée de politiciens inquiets de soucieux d'acquiescer ou de conserver une tribune que de jouer un rôle de dirigeant syndical.

l'élévation du niveau de conscience, les possibilités nouvelles de l'action, tout s'y prêtait.

. . .
. . .
. . .

rien de tout cela ne s'est produit, tout au contraire. La responsabilité du B.N est ici totale. Et ce n'est pas un des moindres reproches que nous lui faisons que de n'avoir ni su, ni voulu poursuivre courageusement les luttes de mai-juin, et renforcer l'UNEF comme grand syndicat des étudiants.

Refusant d'analyser sérieusement les réformes d'Edgar Faure et considérant que faute d'avoir fait la révolution on a tout perdu, ils ferment les yeux devant les réalités, n'admettent pas que la lutte réelle, que le gouvernement a dû reculer, niant ainsi le sens et la portée des luttes de mai et juin.

Ils refusent clairement d'engager les luttes pour défendre les acquis obtenus et obtenir de nouveaux succès, préférant à l'action réelle la phrase facile sur la révolution, et autres "pouvoirs étudiants".

Ils ont déserté la bataille des élections universitaires laissant leur mot d'ordre de boycott, les mains libres au pouvoir et à ses organisations réactionnaires.

Par leurs incessantes provocations, ils ont comblé tous les vœux du pouvoir en lui fournissant des prétextes pour dénaturer aux yeux de la population les revendications et les luttes des étudiants, pour aggraver son caractère autoritaire. L'exemple du décret du 13 mai 1968 et les décrets en préparation en apportent la preuve. Ils ont isolés de la grande masse des étudiants et ont contribué à discréditer l'U.N.E.F.

Une telle orientation s'est révélée particulièrement néfaste. Nombreux sont les étudiants qui se sont trouvés désarmés, ne sachant comment poursuivre le combat avec efficacité. Les forces réactionnaires, profitant des erreurs commises et du vide existant, ont pris fermement pied à l'université. Enfin les provocations et toutes les exactions commises ont contribué à isoler le mouvement démocratique des étudiants.

Par ailleurs, le Bureau National a dès juillet, dans des Assises tenues à Grenoble, avec la participation d'éléments étrangers au syndicat, c'est à dire en dehors de toute vie démocratique, décidé de transformer celles-ci en "mouvement politique de masse".

Pourtant le B. N. devait dès sa rentrée, se heurter à de nombreuses difficultés dans son entreprise liquidatrice.

À l'université la volonté de lutte demeurait profonde. D'autant plus profonde que la rentrée s'est faite dans des conditions lamentables. Le manque de moyens pour mettre en oeuvre les réformes, la volonté du pouvoir de reprendre ou dénaturer ce qui avait été obtenu par lutte, tout cela a fait grandir l'exigence de puissantes luttes de masse pour défendre et élargir les acquis. Dans ces conditions nombreux sont les étudiants qui ont compris que les mots d'ordre aventuristes des dirigeants de l'UNEF ne pouvaient servir le pouvoir qui les utilise pour masquer ses propres responsabilités.

Dans le même temps un courant important se dessinait contre le sabotage de l'UNEF et pour la poursuite des luttes. C'est dans ces conditions que les dirigeants de l'UNEF convoquèrent, en toute hâte, le Congrès de Marseille avec comme objectif d'y saborder l'UNEF, de la transformer en organisation politique, espèce de cartel de tous les groupes, se disant "révolutionnaires". Le B. N., ne convoquant le Congrès que trois semaines à l'avance, bafouant ainsi toute démocratie, cherchait à faire passer ses projets à la sauvette. Quand l'on songe qu'il s'agissait du 57ème Congrès de l'UNEF, du Congrès qui faisait suite aux grandes luttes du printemps dernier. Il aurait dû être l'occasion d'un vaste débat démocratique dans toute l'organisation afin de tirer les leçons de l'expérience et de tracer les perspectives. Les étudiants étaient en droit d'attendre des décisions importantes d'un tel Congrès pour développer leurs luttes et renforcer leur organisation syndicale. Il n'en rien été. Les manipulations politicardes n'ont pas manqué lors de ce Congrès. La présence de groupes de pression extérieure à l'UNEF lors des délibérations du Congrès, l'invalidation des A. G. E. représentatives mais gênantes souvent sans même chercher un prétexte. Le Bureau National est finalement réélu par 70 mandats - on croit rêver - sans avoir défini la moindre plate-forme d'action et en maintenant sa volonté de mener à bien ses visées liquidatrices.

* autant de faits inadmissibles qui ont marqué ce Congrès.

ait le 57ème Congrès a contredit, dans sa préparation, son
ulement, ses conclusions, les aspirations et la volonté de
e des étudiants.

endent le grand fait de ce Congrès, au delà des débats entre
ances du gauchisme, aura été l'expression d'un fort courant
r le défense de l'UNEF et son renouveau syndical. Au Congrès
t AGE s'unissent sur la plateforme de l'AGE de Lille. Déjà
certain nombre de villes où l'UNEF n'existe plus se créent
de telles bases des Comités UNEF, comme à Paris ou à Nanterre.

nt même la fin du Congrès, face à la carence et à la faillite
ceux qui veulent en assurer la charge, les huit A. G. E. font
déclaration publique intitulée "nous prendrons nos respon-
sibilités". Elles se déclarent fidèles aux luttes de mai et
n, et prêtes à poursuivre leur combat avec plus de force que
ais. Elles appellent les étudiants à venir renforcer
rganisation syndicale, l'UNEF, en continuant et intensifiant
r action.

il me soit permis de dire, puisque je viens d'évoquer le
grès de Marseille, que les actuels dirigeants de l'UNEF sont
n mal venus de nous accuser aujourd'hui de scissionisme.

, au lendemain des luttes de Mai et juin, a réuni à Grenoble,
Assises rassemblant des militants de l'UNEF mais également
surtout, en dehors de toute représentation démocratique, des
adiants étrangers à l'organisation syndicale, avec comme
ectif de discuter de l'avenir de l'UNEF ? N'est-ce pas là une
itude purement fractionnelle, incompatible avec les règles
ementaires de la vie démocratique d'une organisation syndicale ?

s'est affirmé pour le sabordage de l'UNEF en tant qu'orga-
nisation syndicale, pour sa transformation en organisation
itique, c'est à dire pour l'utilisation de l'UNEF à des fins
tisanes, strictement politiques ?

a bafoué aussi ouvertement la démocratie syndicale lors de
convocation et du déroulement du 57ème Congrès ?

réalité ce sont les dirigeants actuels de l'UNEF qui sont les
ssionnistes, ceux-là mêmes qui, par des manoeuvres bureau-
tiques et à l'appel à des éléments étrangers à l'UNEF veulent
order l'organisation syndicale que se sont donnés les
diants.

les Comités UNEF pour son Renouveau se sont créés, s'ils ont
ticipés avec vigueur à la bataille des élections universi-
res, si aujourd'hui nous sommes réunis pour ces Assises, c'est
n à cause de la carence et de la faillite des dirigeants
uels de l'UNEF, c'est bien parce que leur activité menace
xistence même de l'UNEF comme organisation syndicale. Le
tien apporté par les étudiants à notre combat prouve que cela
respondait et correspond plus que jamais à la volonté, aux
irations des étudiants qui veulent une grande organisation

syndicale, une grande UNEF pour poursuivre leur combat.

A la fin du mois de janvier une réunion des huit présidents d'AGE prenait les décisions maintenant connues de tous, création dans toutes les villes, dans toutes les facultés de Comités UNEF pour son Renouveau, présentation dans toutes les UER de listes "défense des intérêts des étudiants - Université démocratique".

Prendre nos responsabilités a été en premier lieu, ne pas laisser le terrain des élections universitaires au pouvoir et à ses organisations réactionnaires.

Si vous avez conscience des limites de la cogestion actuelle, elle est néanmoins un moyen de poursuivre le combat au sein des Conseils paritaires. Ceci, contrairement d'ailleurs à ceux qui sont à l'Université les partisans de la "participation" à la mode gaulliste c'est à dire de l'abandon des luttes du printemps dernier, en fait de parachever sur un plan purement technocratique les réformes gaullistes.

D'autre part le mot d'ordre de boycott des élections, des dirigeants actuels de l'UNEF et des Comités d'Action, revenait à désertier un terrain de lutte, à laisser le champ libre aux candidats officiels du pouvoir. Pire qu'une erreur le boycott était une véritable trahison de la volonté de lutte des étudiants. Mais l'échec de ce mot d'ordre a souligné en fait le discrédit des dirigeants actuels de l'UNEF.

Ainsi les enseignements des résultats des élections universitaires ont prouvé que nous avons eu raison. Sauvageot avait annoncé que 10 à 20% des étudiants voteraient, or les élections ont eu lieu dans 540 unités sur 624, couvrant 450 000 étudiants sur 500 000. Le taux moyen de votants a été de 53,08 %, plus de 100 000 étudiants ont voté pour les listes "défense des intérêts des étudiants, université démocratique", présentées par l'UNEF pour son Renouveau.

Ces résultats ont montré en réalité que la volonté de lutte demeure profonde dans la masse des étudiants. Ils ont montré l'audience et la vigueur de l'UNEF pour son Renouveau, car en fait ces Comités sont nés de cette volonté de lutte, de poursuivre le combat de mai-juin et par conséquent de refuser toute impasse réactionnaire ou gaulliste qui ferait obstacle au développement de ces luttes contre la politique gouvernementale.

Ces résultats ont montré également que le pouvoir avait eu conscience de l'enjeu des élections. Les résultats obtenus par les listes dites "modérées" ne sont pas faits pour étonner tous ceux qui n'ont jamais sous-estimé l'influence des idées réactionnaires à l'Université. Ils ont utilisé une démagogie outrancière, le mécontentement réel des étudiants pour abuser nombre d'entre eux en dissimulant leur vrai visage sous un masque "revendicatif".

t en refusant de dénoncer le pouvoir comme responsable des
ultés actuelles, en niant la nécessité des luttes pour
r les revendications en s'opposant à leur jonction avec
des enseignants et des travailleurs elles sont à l'uni-
té les partisans de l'abandon des luttes du printemps dernier,
litisme dont elles se targuent est en fait la pire des
iques celle de la réaction.

les résultats ne montrent pas moins la puissance nouvelle du
nt démocratique et la volonté d'agir après mai-juin. Des
bilités nouvelles existent pour que le mouvement étudiant
nue son juste combat, développe son action afin de consoli-
les acquis et les élargir par de nouveaux succès.

dre nos responsabilités, c'est enfin prendre toutes les
iatives en notre pouvoir pour contribuer au développement
luttes.

3. N. de l'UNEF lui, refuse de mener les luttes revendicatives
oncées comme corporatistes. Il apporte sa caution à toutes les
ctions commises. Il dirige tout ses coups, y compris physiques
tre nous (Hall de Censier, attaques juridiques contre nos AGS).

ur notre part nous estimons essentiel de développer la lutte
tre la politique du pouvoir pour défendre et étendre les
quis.

bilan plus précis des actions engagées par les Comités sera
ossible à l'issue des Assises mais d'ores et déjà quelques
racteristiques peuvent être tirées.

5 au 12 février alors que les Comités commencent à se
nstituer, une semaine d'action est lancée pour populariser et
ire approuver dans chaque amphi, chaque T. P. la plate-forme
dix points qui définit la plate-forme revendicative que la
ndance défendra. Ces dix points sont ainsi largement expliqués
discutés avec l'ensemble des étudiants ce qui est la
ndition indispensable pour les entraîner ensuite dans l'action
ur cette base.

ans le même temps les Comités Parisiens, directement concernés,
èment plus particulièrement l'action sur un des points de la
plate-forme, c'est à dire l'abrogation du décret du 13 décembre.
lusieurs milliers de signatures sont ainsi ramassées en quel-
ques jours et protégées en délégations au Ministère.

ans certains endroits, dès leur constitution, les Comités jouent
leur rôle d'organiseurs à la base de l'action. Ils prennent en
charge les revendications particulières d'un amphi, d'une
faculté et organisent l'action jusqu'au succès. Cela certains
Comités l'ont fait. Pas tous, et un gros effort reste à faire,
car c'est à ce niveau que concrètement nous ferons de l'UNEF un
véritable syndicat de masse en montrant à tous les étudiants
que le syndicalisme est une nécessité.

Voyons maintenant les actions d'ampleur nationale de nos Comités.

Il y en a eu deux, la journée du 11 mars et la campagne de préparation des Assises.

La journée du 11 avait pour nous une importance exceptionnelle. C'était la première grande action unitaire de tous les travailleurs, après la grande grève de mai-juin. Il nous est apparu nécessaire que les étudiants soient présents au coude à coude avec les travailleurs. C'est pourquoi dès l'appel des centrales syndicales, la tendance UNEF-Renouveau demandait aux étudiants de faire du 11 mars une grande journée d'action sur leurs revendications, et une grande journée de solidarité. Les grèves votées un peu partout, les meetings, la participation aux manifestations intersyndicales, derrière les banderoles "UNEF pour son Renouveau", notamment à Paris, montraient que nous avions raison de faire confiance aux étudiants en lançant l'action dans des délais si brefs. La preuve était faite de la volonté de lutte des étudiants pour peu que les objectifs fixés soient clairs, ressentis comme nécessaires par les étudiants, et les méthodes capables de rassembler une majorité d'étudiants.

S'appuyant sur le succès du 11 mars, le collectif décidait de préparer les assises d'aujourd'hui par une campagne sur le thème "les étudiants veulent travailler, qu'on leur en donne les moyens". Les multiples problèmes actuels des étudiants ont été abordés en montrant que toute solution valable nécessitait une augmentation massive des moyens disponibles. Pour cela nous reprenions l'exigence formulée par les syndicats d'enseignants d'un collectif budgétaire de l'Education Nationale.

De multiples actions ont eu lieu, des premiers succès ont été obtenus et si minimes soient-ils, ces succès ont une grande importance, car montrant aux étudiants que les possibilités de victoires existent, ils permettent d'aller plus puissants vers de nouveaux succès. On peut prendre un exemple concret ; à Orsay une campagne de pétitions de deux jours a immédiatement permis l'ouverture d'une salle de restaurant univ. staire qui avait été refusée catégoriquement la semaine dernière. Maintenant une campagne est lancée s'appuyant sur cet exemple, contre le refus d'Edgar Faure d'ouvrir la faculté de Villette en 1969.

Tout ce que je viens de rappeler explique les raisons de notre succès. C'est parce que nous sommes nés de la volonté de lutte des étudiants, contre le pouvoir, de la volonté de rénover leur arme de combat l'UNEF, que notre tendance s'est développée avec force et vigueur.

Nos Assises sont un moment dans ce combat général. Les buts que nous nous assignons participent de cette double volonté ; Lutter contre le pouvoir, défendre les intérêts des étudiants et rénover l'UNEF.

Aujourd'hui, nous, militants UNEF, affirmons notre volonté de poursuivre la lutte dans cette voie. Nous sommes prêts une fois encore à prendre toutes nos responsabilités.

Nous affirmons notre volonté de poursuivre la lutte avec tous les étudiants, avec ceux qui nous ont déjà fait confiance comme ceux qui ont été abusés par les "modérés" ou les partisans du boycott, mais qui veulent sincèrement poursuivre les luttes et pour cela qu'existe une grande organisation syndicale des étudiants. Partout, sur tous les fronts, sous toutes les formes, doivent se développer les luttes de masse des étudiants.

Nous affirmons notre volonté de continuer le combat dans toutes les villes, toutes les facultés parisiennes pour empêcher le sabotage de l'UNEF, pour le renouveau d'une grande organisation syndicale.

Nous appelons tous les étudiants à rejoindre en masse, sur la base de nos comités UNEF pour la renforcer véritablement, y faire respecter leur volonté en oeuvrant pour son renouveau.

L'UNEF doit être ouverte à tous et le débat doit se poursuivre en son sein sans exclusive ni à priori d'aucune sorte, la discussion doit être orientée vers la préparation de l'action, et dans le respect de la démocratie à tous les niveaux. C'est ainsi que l'UNEF pourra de nouveau accueillir tous ceux qui veulent agir pour la défense de leurs intérêts, pour la démocratisation de l'Université, contre la politique du pouvoir.

La présence de plus de 1 000 élus et représentants des Comités UNEF pour son Renouveau est la preuve de cette volonté. Agir ainsi c'est continuer le combat de Mai-juin 1968.

LES LUTTES A L'UNIVERSITE

1) La situation à l'université

Notre action syndicale doit s'appuyer sur une étude approfondie de la situation réelle de l'Université, son évolution se place dans la société. C'est cela qui nous permettra de déterminer les revendications et c'est à cette question que je voudrais consacrer la seconde partie de mon rapport.

A - L'Université dans le pays

Le développement des sciences et des techniques, les besoins de l'économie en cadres supérieurs et moyens font jouer à l'Université un rôle croissant dans la société actuelle. Ces besoins croissants combinés au développement des luttes démocratiques ont permis une certaine démocratisation du recrutement touchant principalement la moyenne et la petite bourgeoisie.

Actuellement l'enseignement supérieur a pour vocation la formation des cadres supérieurs et moyens de la nation, cadres administratifs, ingénieurs, techniciens, professeurs, médecins, chercheurs, etc...

Le développement des forces productrices, l'évolution de la science qui agit de plus en plus directement sur ce développement, la pression des luttes populaires, nécessitent des adaptations profondes de l'Université tant pour la modernisation des méthodes que pour le contenu de l'enseignement. Un certain nombre de réformes du pouvoir tenaient compte de ces nécessités mais de par la nature même du pouvoir de graves restrictions demeurent. Un exemple précis peut illustrer cette situation : La loi cadre reconnaît la nécessaire unité de l'enseignement supérieur, pourtant le Ministre a refusé de prendre les mesures pour intégrer les grandes écoles aux Universités. Cet exemple illustre les contradictions du pouvoir entre la nécessité de former de nombreux cadres et la volonté de garder une élite restreinte maintenant le fixisme social.

Un autre problème important est la liaison entre l'Université et l'industrie. Le pouvoir conçoit cette liaison comme une mise au service des intérêts à court terme des monopoles de toute l'Université.

Nous devons combattre sans ambiguïté cette conception. Nous devons en particulier combattre toute ingérence des capitaux privés dans l'enseignement et la recherche. Nous devons combattre les programmes directement mis au point par les représentants des monopoles comme dans certains IUT. Cependant nous ne défendons pas la vieille conception de l'Université libérale qui se garde les mains propres et refusant tout contact avec le monde extérieur. Nous devons exiger que l'Université dispense une formation professionnelle qui nous prépare réellement à un métier.

Si nous refusons cet aspect négatif de l'Université libérale, nous devons par contre défendre avec beaucoup de vigilance ses traditions d'indépendance et de liberté. La défense de ces traditions face aux

attaques du pouvoir autoritaire actuel et des sociétés privées s'insère évidemment dans un vaste combat pour les libertés démocratiques où nous devons en tant que syndicalistes tenir toute notre place.

Ces contradictions qui sont des exemples parmi d'autres, trouvent leur source dans la volonté du pouvoir d'adapter l'université aux besoins des grandes entreprises. Un exemple en est donné par le choix politique capital du pouvoir qui refuse d'accorder à l'enseignement la priorité qui doit être la sienne.

B - Situation à l'intérieur de l'Université

1) Ainsi l'Université reste réservée aux enfants des couches aisées. Quelques chiffres sont significatifs, un fils d'ouvrier agricole a 0,7 % de chances d'accéder à l'enseignement supérieur. Un fils d'ouvrier 1,4 %, une fils de cadre supérieur 58,5 %. Si l'augmentation du nombre d'étudiants a provoqué une augmentation des chances d'accès pour les fils de cadres moyens (30 %) d'employés (9,5 %), ces chiffres sont encore bien faibles. La classe ouvrière elle, est pratiquement tenue à l'écart du mouvement, la ségrégation sociale reste donc aujourd'hui une caractéristique essentielle de l'Université d'aujourd'hui.

Cette ségrégation sociale apparaît encore plus nettement si l'on examine plus en détail la situation par Faculté ou par année. Les fils d'ouvriers sont proportionnellement six fois moins nombreux en faculté de pharmacie que de sciences. L'élimination en cours d'étude frappe beaucoup plus lourdement les étudiants d'origine modeste que les autres. Un fils d'ouvrier spécialisé à 11,7 % de chances de faire des études à temps plein à 17 ans, 4 % à 21 ans - 1 % à 23 ans.

2) Les conditions de vie et d'études sont deux armes essentielles de ségrégation sociale, mais elles frappent en fait tous les étudiants. Par exemple le manque d'enseignants, le manque de locaux rendent de ce fait impossible l'application réelle des réformes du contenu et de la pédagogie de l'enseignement ; même là où enseignants et étudiants sont acquis à ces réformes. C'est la qualité de l'enseignement reçu qui est ici mis en cause de par la seule faute du pouvoir .

Les conditions de vie sont encore plus préoccupantes. La situation actuelle n'est pas brillante et le pouvoir s'apprête à l'aggraver. Les attaques contre la Sécurité Sociale et la Mutuelle sont connues ; elles se poursuivent et s'aggravent. Le gouvernement veut maintenant s'attaquer aux œuvres universitaires. La commission Mallet qui prétend consulter démocratiquement toutes les parties en cause, prépare en fait la liquidation d'une partie des œuvres universitaires ; l'expression "rentabilisation des œuvres universitaires" recouvre le projet de session d'une partie importante des œuvres au secteur privé (Cook, Wimpy pour les restaurants universitaires) de plus le budget d'investissement des œuvres a diminué de plus de 30 % (120 millions en 1968 - 90 millions

en 1969).

3) Mais tous ces problèmes se posent en fonction des moyens donnés à l'université : une des caractéristiques essentielles de l'Université actuelle est son manque de moyens. Il ne s'agit pas d'un problème technique, la contradiction se trouvant entre le Ministre des Finances et celui de l'Education Nationale, mais bien au contraire du fond de la politique universitaire du pouvoir.

Ces dernières années le pouvoir a mis au point un certain nombre de plans cohérents : le Plan Fouchet élaboré par un homme lié en particulier aux maîtres de forges lorrains représentaient très exactement les intérêts du grand capital. Un effort réel dans le contenu de l'enseignement (surtout les sciences) mais surtout institutionnalisation à tous les niveaux des voies courtes et longues avec formation d'une élite restreinte.

Les luttes de mai-juin ont balayé ce plan de réforme, le gouvernement a dû effectuer un certain nombre de reculs importants. La lutte a payé. Certes la nature de la politique universitaire est fondamentalement la même. Mais la marge de manoeuvre du pouvoir est réduite. Les acquis sont connus : la modernisation de l'enseignement, l'attribution d'une certaine autonomie, les éléments d'une cogestion, la renonciation à la sélection à l'entrée de l'Université. Mais, pour la plupart, ces acquis ne le resteront que si nous savons les utiliser pour aller plus loin. Un grand leader syndicaliste disait, il y a quelques années, que contre le régime actuel une victoire n'est jamais définitive. Un des thèmes principaux de nos actions doit donc être la défense et l'extension des acquis. Les véritables problèmes restent, la ségrégation sociale demeure, 40 % des étudiants doivent travailler pour financer leurs études, moins d'un étudiant sur trois termine ses études, l'inquiétude à propos des débouchés est toujours aussi grande.

Certains tentent de créer une différence entre revendications alimentaires, telles que lutte pour les moyens et revendications nobles comme les luttes contre la sélection, qui remettraient plus directement le régime en cause. Il s'agit là d'une séparation parfaitement arbitraire. Dénoncer la sélection sans revendiquer les moyens matériels de la mettre en échec est à peu près inutile, de même demander les moyens nécessaires à l'Université sans expliquer pourquoi on nous les refuse et sans mener effectivement les luttes pour les obtenir n'est que du corporétisme, mais mener effectivement la lutte pour obtenir les moyens revient à combattre directement la politique universitaire du pouvoir.

ur être efficaces les luttes doivent être des luttes de
sse. Le gouvernement gaulliste n'a pas pour habitude de
tant qu'il peut faire autrement. Le succès est possible,
a prouvé, mais pour cela il est nécessaire de faire la
de notre force. Toutes nos actions doivent s'adresser à
mble des étudiants.

r être efficaces, les luttes doivent avoir lieu sur tous
terrains. Aucun front du combat contre le pouvoir ne doit
dégarni.

à tous le sens de notre présence aux élections universi-
et dans les conseils de cogestion. Nos élus ne sont pas là
rer la pénurie comme le prétendent les gauchistes et
e voudrait le pouvoir (ce rapprochement n'est d'ailleurs
tuit). Ils sont là pour utiliser ce nouveau terrain de
ue nous avons conquis en mai. En effet notre position doit
ès claire. Pour nous la cogestion n'est pas un but, c'est
n de lutte.

ons la possibilité de faire entendre la voix des étudiants
faisons. Mais nous voulons le faire efficacement. Pour
est absolument indispensable que les délégués s'appuient
vement sur les luttes des étudiants. Les étudiants
être informés de ce qui se passe dans les conseils. La
pour la publicité des débats est déjà ouverte. Edgar
dévoilé une partie de son jeu dans une circulaire aux
où il déclare que les débats ne doivent en aucun cas
tics ou publiés. Nous nous battons dans les Comités pour
cette publicité et de toute façon nous l'assurerons
comptes-rendus systématiques dans les amphis. Un délégué
t avec la preuve que les étudiants le soutiennent
meeting, manifestation ou quoi que ce soit d'autre), a
poids que plusieurs délégués ne représentant en fait
êmes. Les Comités ont donc une bataille essentielle
liant la cogestion et les luttes des étudiants.

ème est parfois posé : si nous n'obtenons pas satisfaction
on pas demissionner ? C'est une faux problème. Si l'on
pas satisfaction, on mène la bataille avec tous les
jusqu'à la victoire, la démission n'est qu'un refus
nsabilités qui prive les étudiants d'un défenseur dans
tion et qui laisse les mains libres au pouvoir et à ses
actionnaires.

oncevons pas les luttes comme les organisations
aires, qui, quelque soit leurs étiquettes font, qu'elles
ent ou non, le jeu du pouvoir.

ratistes se caractérisent par un triple refus. Le refus
les luttes avec l'ensemble des étudiants, le refus
le véritable responsable, à savoir le pouvoir (même
contre le ministère s'intègrent dans ce refus.

L'exemple des C. D. R. doit nous le rappeler) le refus de lier les luttes des étudiants avec celles de la classe ouvrière et des forces démocratiques.

Actuellement le pouvoir qui ne ménage pas ses subsides à toutes les organisations réactionnaires, cherche à les regrouper dans une vaste organisation réactionnaire. L'échec des Assises de Nice nous montre leurs difficultés.

Cependant nous devons être extrêmement vigilants, Pour mettre en échec cette tentative, nous devons dénoncer avec beaucoup de clarté ces organisations. Nous devons le faire pour éclairer tous les étudiants qui ont été trompés par leur démagogie et qui ont toute leur place dans les rangs de l'UNEF. Nous les convaincront en faisant la preuve que nous sommes réellement ceux qui mènent les luttes.

Il en sera de même de ceux, chaque jour moins nombreux, qui sont encore sensibles aux arguments des dirigeants actuels de l'UNEF.

Nous combattons leur attitude, car en fait elle est un frein au développement des luttes. Par leurs formes d'action, leurs provocations, ils font le jeu du pouvoir qui les met en avant pour justifier sa propre responsabilité dans la pagaille actuelle, qui les utilise avec sa presse pour dénaturer le vrai combat des étudiants, les isoler des autres travailleurs en lutte.

Leurs excès et leur inaction de fait éloignent de l'UNEF nombre d'étudiants qui y ont toute leur place. Leur but avoué est maintenant la disparition du syndicat. C'est parce que pour les étudiants l'UNEF est une arme indispensable des luttes syndicales que nous voulons la défendre contre toute tentative de l'utiliser à des fins politiciennes.

Ce que nous proposons

Les exemples qui ont été donnés répondent à la question de nos méthodes ; à priori un moyen d'action donné n'est ni bon ni mauvais en soi. Selon les cas, c'est la pétition qui est bonne et la manifestation ou la grève qui sont mauvaises, dans d'autres cas c'est le contraire. Nous avons un seul critère mais il est impératif. Nous devons déterminer la forme d'action qui mobilisera le maximum d'étudiants et qui ainsi aura le plus de chances de réussir. Pour cela nos Comités doivent coller le plus parfaitement possible à la réalité des amphes, des T. P. - La Direction et l'organisation des luttes syndicales ne peut être une affaire réglée en chambre. Les deux grèves générales déclenchées par Sauvageot en février sont là pour nous le rappeler ; l'une et l'autre ne furent absolument pas suivies par les étudiants à de rares exceptions près.

Un autre aspect de notre action, nous l'avons déjà vu, est lié à la participation de nos élus dans les Comités Paritaires. Je n'y reviens pas mais je souligne encore combien ils peuvent par leur

action mieux faire mesurer aux étudiants la nocivité de la politique du pouvoir, défendue par ses représentants, et ainsi appeler à la lutte. Dans le cadre général de notre plateforme, quelles sont les revendications que nous devons mettre en avant.

Notre tendance a défini à l'issue du Congrès de Marseille, une plateforme revendicative en dix points qui complète la plateforme syndicale de Lille qui reste la base des Comités UNEF pour son Renouveau. Ces dix points constituent le cadre général de nos revendications. Ils recouvrent plusieurs rubriques.

Amélioration des conditions de vie et d'études

Point 1 * Obtention des moyens effectifs d'appliquer les acquis de la réforme et conditions d'une véritable rentrée là où elle n'a pu avoir lieu dans les conditions normales. Ceci nécessite :

- ouvrir toutes les facs (Vincennes, Beaux Arts...)
- Assurer tous les enseignements
- Créer immédiatement les postes qui manquent
- Construire les locaux nécessaires
- appliquer la réforme pédagogique

Point 2 * Améliorer les conditions de vie

- augmentation du nombre et du taux des bourses
- paiement immédiat des bourses
- défense des oeuvres et non pas rentabilisation sur capitaux privés
- élargissement des IPES
- mise en chantier - 40 000 chambres en cité et HLM
- refus des hausses de loyers et du prix des R. U.

Point 3 * Mesures immédiates en faveur des étudiants salariés

- aménagement d'horaires
- possibilité de passer les épreuves, quelle que soit la scolarité
- maintien de la deuxième session
- allègement de service sans réduction de salaire pour les MI, SE, MA,

Point 4 * Pour une allocation d'études sur critères sociaux et universitaires permettant l'accès de tous à l'Université et les études à plein temps

- Premier cycle : critères sociaux
- deuxième cycle : critères sociaux et universitaires
- troisième cycle : critères universitaires

Point 5 * Utilisation de la cogestion pour faire valoir les intérêts de tous les étudiants dans tous les lieux de décisions. Pour cela il est nécessaire de s'appuyer sur les luttes de masse sans lesquelles la cogestion ne serait qu'un leurre technocratique.

Les délégués élus sur un programme d'ensemble doivent être responsables devant leurs électeurs et tout doit être fait pour assurer la publicité des débats et dénoncer la récente circulaire du Ministre qui veut l'interdire.

Point 6 * Pour la défense des libertés d'information, d'expression et d'activités syndicales et politiques sur les lieux du travail.

- dénonciation des dernières mesures gouvernementales autoritaires et policières (notamment décret du 13 décembre).

Point 7 * Pour l'unification de l'enseignement supérieur

- orientation continue
- liaison enseignement recherche
- liaison formation professionnelle et formation générale
- intégration des Grandes Ecoles, IUT et TS à l'Université
- affirmation du caractère public de l'enseignement
- opposition à toute ingérence des intérêts privés

Point 8 * Pour un juste contrôle des connaissances

- conserver la valeur nationale des diplômes
- contrôle continu des connaissances
- transformations des méthodes et du contenu

Point 9 * Contre la politique malthusienne du pouvoir et du patronat en matière d'emploi et de formation professionnelle. Pour la solution du problème des débouchés.

Enfin, le dernier point qui recouvre tous les autres :

Point 10 * Pour permettre la satisfaction de ces revendications : lutte pour l'augmentation du budget de l'Éducation Nationale

ons défendre, quant aux structures deux principes
ls :

on organique de l'enseignement et de la recherche à
les niveaux,

égration de l'enseignement technique supérieur, des IUT,
s Grandes Ecoles à l'Université. Dans ce cadre nous
s le prolongement de l'enseignement des IUT jusqu'au
e cycle. Edgar Faure a fait des promesses verbales,
qu'il les mette en application.

e et gestion

conseils d'UER nous devons nous battre là où c'est
ossible pour que à tous les niveaux le nombre des
tants étudiants soit égal au nombre des enseignants. Les
ités extérieures doivent représenter les collectivités
les syndicats les établissements publics et non les
présentants des monopoles. Le problème de la publicité
ts a déjà été évoqué et il doit retenir toute notre
n. Enfin les pouvoirs de décisions des conseils doivent
rgis, les Univeristés doivent disposer de dotations
rés globales entièrement librés au sein de la dotation
pour développer tel ou tel secteur selon les nécessités.

lutter contre toute tentative de rétablir de nouvelles
de sélection (cf. déclarations de Zamansky, Capelle). Il
elopper une conception de l'orientation qui ne soit pas
r l'échec mais sur le choix. Pour cela on peut demander
lation des conseils d'orientation composés d'étudiants
enseignants.

xpériences pédagogiques doivent être poursuivies elles
nt en aucun cas remettre en cause la valeur nationale
omes.

universitaires

sion Mallet et les projets qu'elle camoufle sont
ièrement préoccupants. Nous savons ce qui s'y passe
ous y avons des représentants. Les Comités seront mis
courant, une grande campagne d'information et de
es oeuvres devra être entreprise.

fois tous ces problèmes ne pourront être résolus sans
ur le faire et nous devons toujours placer au centre
lications l'augmentation du budget de l'éducation
Les étudiants travailler qu'on leur
ble après la

rentrée de Pâques surtout à l'approche des examens.

La proximité des examens est d'ailleurs un problème important dont il faut tenir compte dans les actions que nous allons lancer. Les actions commencées par les Comités doivent être menées à terme. Pour le reste il faudra probablement se limiter à deux problèmes dont l'urgence est évidente !

- 1) La défense des oeuvres universitaires face aux attaques du pouvoir (cf. la commission Mallet)
- 2) le problème des examens particulièrement leur forme et leurs débouchés. Ainsi nous devons exiger le maintien des deux sessions d'examen. Le problème du CAPES et de l'Agrégation doit être posé avec beaucoup de vigueur en liaison là où c'est possible, avec le SNES-Sup. Des interventions seront faites au cours de ces assises sur ce problème.

Ces luttes s'insèrent évidemment dans celles plus générales pour une Université démocratique.

Il est nécessaire de préciser ce qu'est une université démocratique. Elle comporterait :

- 1) une véritable démocratisation du recrutement
 - un accès égal de tous au savoir et au métier. Les mesures pour assurer une véritable formation permanente.
- 2) une démocratisation de la gestion
- 3) une modernisation des méthodes et du contenu de l'enseignement

Il est bien certain que de telles propositions sont liées à une réforme générale démocratique de tout l'enseignement et que, pour se faire des moyens sont indispensables à l'Université pour que le budget représente un quart du budget national. Mais de telles transformations dépendent de changements politiques et économiques, de la démocratie politique et économique.

la situation de l'université, la volonté de lutte montrant la possibilité d'organiser de grandes universités. Mais ces luttes exigent pour être l'existence d'un grand syndicat étudiant qui impulse ces luttes, qui les mène à terme. C'est l'UNEF, notre doit jour ce rôle. Tout l'y destine. Toutes les des étudiants ont été menées par l'UNEF : luttes de la résistance, de la Guerre d'Algérie ; luttes avec les grandes victoires (sécurité sociale sociale, oeuvres universitaires).

Les étudiants connaissent l'UNEF et se souviennent des grandes luttes menées aux côtés des syndicats ouvriers.

L'UNEF est la seule organisation syndicale face aux réactionnaires. C'est pourquoi notre lutte contre le régime passe par notre lutte pour le renouveau et le développement de l'UNEF.

Certains veulent faire de l'UNEF le champ clos pour le rapprochement entre organisations politiques faisant révolutionnarisme. Cela n'est pas notre conception du syndicalisme. Ce n'est pas ce qui correspond aux besoins des étudiants.

Nous ne nous contentons pas de rêves lointains. Ce que nous voulons est réalisable. Il y a dix ans l'UNEF regroupait 80 000 étudiants sur 220 000. C'est aux meilleures traditions de l'UNEF que nous référons.

Pour faire de l'UNEF un syndicat de masse, cela implique d'être ouvert à tous, sur la base de son programme et de ses actions. Aucune exclusive idéologique ou politique n'est possible. Il est normal que le nombre d'adhérents soit plus grand que le nombre de militants actifs et il n'y a pas à faire une coupure entre "bons" adhérents et "mauvais" militants moins actifs. Le syndicat défend les intérêts immédiats de tous les étudiants. Son rôle d'entraide n'a pas à être limité. Gérer une coopérative ou un service logement fait aussi partie des tâches d'un syndicat.

Un courant d'adhésions ne peut être créé que si, outre les actions communes à l'ensemble des étudiants les actions particulières de chaque catégorie sont défendues et réalisées. La solidarité étudiante ne peut se développer que sur la base de la défense de tous et de chacun.

Nous voulons faire de l'UNEF un syndicat revendicatif et contribuer ainsi aux transformations fondamentales nécessaires à l'université
Nous combattons les conceptions de ceux pour qui l'action revendicative est juste bonne à remuer un peu de vase pour pêcher eau trouble. Pour nous le syndicat est l'outil indispensable pour faire aboutir toutes les revendications. L'UNEF doit définir les revendications prioritaires des étudiants et organiser l'action jusqu'au succès. Nous refusons la démagogie des corporatistes qui semblent reprendre certaines revendications des étudiants (pas toutes) et ensuite s'efforcent de fourvoyer l'action car ils refusent de poser les véritables problèmes et de dénoncer les véritables responsabilités.

Nous ne pouvons pas, non plus accepter les thèses de ceux qui prétendent faire un choix entre les revendications, certaines étant comme trop corporatistes, d'autres étant retenues en fonction d'une prétendue stratégie révolutionnaire, pour leur contenu anti-capitaliste.

Le syndicat étudiant a pour but de défendre toutes les légitimes revendications des étudiants, celles à court terme comme celles à long terme.

Nous voulons faire de l'UNEF un syndicat démocratique.

Il sera démocratique par les objectifs qu'il s'assigne et les luttes qu'il mène. Il sera démocratique dans son fonctionnement.

Il a déjà été montré comment toutes nos revendications étaient liées. La lutte pour les revendications immédiates des étudiants est une composante de la lutte pour une université démocratique. Notre bataille pour cette université démocratique se fera en liaison avec l'ensemble des luttes des travailleurs. Nous avons en effet un adversaire commun et des objectifs communs. C'est là dessus qu'est basée notre volonté de développer l'intersyndicalisme à tous les niveaux. Le chemin de la victoire passe par l'unité de lutte des travailleurs et des étudiants. La démocratie de fonctionnement à l'intérieur de l'UNEF n'est pas un problème mineur. Il s'agit d'un gage d'efficacité dans la lutte. C'est la condition de la confiance des adhérents dans leur direction et donc un élément de cohésion du syndicat. Les manoeuvres du pire style parlementaire et bureaucratique de Sauvageot se faisant élire avec 70 mandats sur 220 validés à Marseille n'ont guère renforcé son audience.

Le problème se pose parfois pour le syndicat de prises de positions directement politiques. Il ne saurait y avoir de règle absolue. Il était normal que l'UNEF intervienne dans la guerre d'Algérie. Il est normal de parler du Vietnam dans le syndicat. En mai, il semble normal d'exiger un gouvernement populaire. Dans certaines circonstances le syndicat peut être amené à prendre directement position sur des problèmes politiques. Mais quand il le fait c'est

des questions d'intérêts communs et en ayant toujours le souci de ne rien faire qui puisse compromettre son unité.

* * *

solidarité

Une tâche importante de l'UNEF est encore le développement de la
avec les luttes des étudiants partout dans le monde. Les dernières
semaines ont vu de grands mouvements étudiants se développer.

Pour la démocratisation de l'enseignement en Italie; au Japon, au Mexique. Pour la liberté et contre le fascisme comme en Espagne. Pour la paix et contre les agressions impérialistes comme aux USA et tout particulièrement au Vietnam où les étudiants tiennent toute leur place dans combat exemplaire du peuple vietnamien.

L'UNEF doit populariser ces luttes, doit organiser le soutien à ces luttes. Le plus urgent est de ne pas relâcher notre soutien au peuple vietnamien. Les récentes manoeuvres américaines rendent plus nécessaires que jamais le renforcement de notre solidarité active.

Tout doit être mis en oeuvre pour que l'année 1969 soit l'année de la victoire du peuple vietnamien.

* * *

La conception du syndicat qui vient d'être exposée est loin de correspondre à l'état actuel de l'UNEF. Un des aspects de notre combat est le renouveau de l'UNEF. Pour cela nous ne cherchons pas à prendre un appareil par une série de putschs. Cela c'est la méthode du B. N. et des divers groupes qui gravitent autour de lui.

Nos comités agissent différemment. Nous voulons que les choses se fassent dans la clarté avec l'appui de la masse des étudiants. Au cours du deuxième trimestre les Comités ont fait la preuve de leur représentativité.

En conclusion, face à la politique du pouvoir, pour la défense des intérêts immédiats et d'avenir des étudiants, l'action est plus nécessaire que jamais, c'est la volonté de milliers d'étudiants.

Une des conditions pour mener à bien ces luttes, c'est l'existence d'un grand syndicat de masse étudiant qui conduira à bien le combat par une vie réellement démocratique, par un effort constant pour le développement et le renforcement de l'UNEF, sur les bases des Comités UNEF pour son renouveau.

Nous appelons tous les étudiants désireux de rénover l'UNEF et son autorité, à agir, à s'unir pour de tels objectifs.

Nous sommes certains qu'une telle lutte répondra à l'aspiration de

de la masse des étudiants, continuer le combat de mai-juin 68, à créer les conditions pour unir l'action des étudiants à celle des travailleurs.

Agir ainsi c'est participer au grand mouvement démocratique qui seul peut ouvrir la voie aux profondes transformations de l'université qu'appelle notre époque.

Nous militants UNEF nous ferons tout pour que le Renouveau de l'UNEF devienne réalité.

* * *